

IRS COP 29

RELAIS VERT



COP29

Baku
Azerbaijan



En novembre dernier, des représentants de près de deux cents pays du monde se sont réunis dans la capitale de l'Azerbaïdjan pour discuter des mesures visant à préserver l'environnement naturel de notre planète. De toute évidence, en prenant le relais de Dubaï, la COP 29 a démontré la détermination de tous les participants à la réunion à obtenir des résultats dans cet important processus le plus rapidement possible.

L'heure « H » pour la Terre

La Terre est aujourd'hui confrontée à la menace d'une crise naturelle mondiale. La situation est si alarmante qu'elle pourrait même conduire à l'extinction de l'humanité. Le paradoxe est qu'elle est précisément causée par les actions humaines. Plus précisément, l'impact négatif de la civilisation industrielle moderne affecte non seulement l'atmosphère, mais aussi l'océan mondial, la cryosphère et la biosphère.

L'hypothèse, selon laquelle le changement climatique anthropique provoque déjà des phénomènes météorologiques extrêmes dans toutes les régions de la Terre, semble sensée. En effet, les scientifiques affirment que la dernière décennie (2010-2020) « a été la plus chaude » de l'histoire de la Terre. Avec l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, le nombre de jours chauds et de périodes de chaleur anormale croît, les incendies, qui ravagent de vastes zones, sont plus actifs, et l'intensité et la fréquence des tempêtes, cyclones, ouragans et autres typhons destructeurs, s'amplifient. Dans certaines régions, l'eau est devenue rare, les sécheresses provoquent des tempêtes de sable et de poussière, au cours desquelles des milliards de tonnes de sable se déplacent à travers les continents. Les déserts engloutissent les terres fertiles et les glaciers fondent, provoquant une élévation du niveau des océans.



Cela conduit inévitablement à l'extinction de nombreuses espèces d'animaux, notamment d'oiseaux et d'insectes, et de plantes, qui peuvent être remplacées par des organismes plus agressifs. La liste des menaces plus que réelles comprend la réduction des terres agricoles et l'épuisement des ressources marines, ce qui amplifiera le problème des pénuries alimentaires et entraînera des déplacements de populations massifs des zones défavorisées vers d'autres lieux, provoquant à leur tour, des tensions sociales, économiques et militaires.

Les premiers signaux alarmants des écologistes ont retenti au milieu du siècle dernier. Et on ne peut pas dire qu'ils n'ont pas été entendus. Mais les actions n'étaient pas coordonnées entre États, il n'existait pas de programme unique. Enfin, le Sommet Planète Terre (Conférence de Rio) de 1992 a adopté la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), jetant les bases de futurs accords pour une planète saine. Les forums internationaux qui ont suivi la

rencontre de Rio de Janeiro ont conduit à ce qu'en 2015 (COP 21), l'Accord de Paris soit signé par 193 États et l'UE, dont les objectifs comprenaient la mobilisation de fonds suffisants pour aider les pays en développement à s'adapter aux impacts du changement climatique. Et pourtant, malgré les succès incontestables des activités environnementales, l'ampleur du travail restant à accomplir est si colossale qu'il n'est possible d'y faire face qu'à la condition d'actions collectives de tous les pays, villes, entités financières, entreprises et en fait, toute la population de la planète.

Parole à l'Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan a été assez logiquement choisi pour accueillir la COP 29. Depuis les premières années de l'indépendance, les questions environnementales ont été au centre de l'attention du gouvernement de la République d'Azerbaïdjan. Le pays a changé rapidement, à en juger les taux de développement élevés non



seulement dans le domaine économique et social, mais aussi dans la mise en œuvre active de normes environnementales.

Tout particulièrement, celles concernant « l'énergie verte ». Son potentiel, en Azerbaïdjan, dépasse les 27 000 MW. Cela permet de compter sur la réception de 50 milliards de kWh d'électricité par an, pouvant non seulement répondre aux besoins de l'économie du pays, mais également créer les conditions de son exportation. Si l'on prend en compte toutes les opportunités offertes par la nature, la majeure partie des ressources énergétiques renouvelables en Azerbaïdjan provient du soleil (23 000 MW), de l'énergie éolienne (3 000 MW), des sources géothermiques (800 MW) et des centrales hydroélectriques sur les petites rivières (520 MW).

Aujourd'hui, de nouvelles centrales hydroélectriques sont édifiées en Azerbaïdjan. En particulier, de nombreuses centrales hydroélectriques ont été mises en service au Karabakh et au Zanguezour oriental,

libérés de l'occupation arménienne. De plus, des centrales électriques fonctionnant à l'énergie solaire et éolienne sont en cours de construction.

En 2014, toutes les centrales électriques fonctionnant à partir de sources d'énergie renouvelables en Azerbaïdjan ont produit 1,480 millions de kWh d'électricité. Huit ans plus tard, en 2022, la production d'énergies renouvelables s'est élevée à 1,945 milliard de kWh. Des centrales hydroélectriques d'une capacité de 226 MW ont déjà été mises en service au Karabakh et au Zanguezour oriental. Fin 2024, leur capacité a atteint 270 MW et, au cours des deux à trois prochaines années, elle devrait s'élever à 500 MW. Le 20 octobre 2023, la centrale solaire de Garadagh a été mise en service. Elle couvre une superficie de 550 hectares et dispose de plus de 500 000 panneaux solaires capables de produire 500 millions de kW/h par an. Grâce aux efforts de l'État, la part des sources d'énergie renouvelables dans le bilan énergétique de l'Azerbaïdjan approche les 17 %. D'ici fin



2026, il est prévu de mettre en service plusieurs autres centrales solaires et éoliennes.

En tant que participant actif à la coopération internationale dans la lutte contre le changement climatique, la République d'Azerbaïdjan s'efforce de fixer les objectifs les plus ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément aux objectifs climatiques mondiaux. Les territoires du Karabakh et du Zanguezour oriental seront transformés en zones zéro émission d'ici 2050. Lors d'une réunion consacrée à la COP 29 à Bakou, le président Ilham Aliyev avait promis : *« L'Azerbaïdjan, en tant que pays pétrolier et gazier, fera ses preuves dans ce domaine, et le monde entier verra une fois de plus que notre agenda est lié à l'énergie verte. La création d'énergie verte et son transport vers les marchés mondiaux constituent actuellement une priorité de notre politique énergétique. C'est la réalité, et le monde entier la reverra. »*

Un essor rapide

À l'échelle de l'histoire de l'Azerbaïdjan, le temps écoulé depuis que le pays a retrouvé son indépendance n'est pas si long : un peu plus de trois décennies. Mais le plus frappant est l'ampleur des transformations dans tous les domaines, y compris la protection de l'environnement. Ce n'est un secret pour personne que dans les premières années de la formation de l'État, l'Azerbaïdjan a été confronté à de graves problèmes environnementaux hérités de l'Union soviétique.

L'utilisation intensive des ressources naturelles, l'effondrement de l'économie qui a accompagné les dernières années de l'existence de l'URSS, l'occupation par l'Arménie d'un cinquième du territoire de l'Azerbaïdjan, dans lequel les ressources minérales ont été extraites avec rapacité, les rivières polluées et les forêts détruites, a provoqué de multiples processus négatifs à l'environnement au début des années 90.



Mais la volonté politique de dirigeants, tels que les présidents Heydar Aliyev et Ilham Aliyev, a radicalement changé la situation. Des changements positifs ont déjà été enregistrés dans la deuxième évaluation des performances environnementales en Azerbaïdjan, préparée en 2011 par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

Des décrets et arrêtés présidentiels ont été promulgués, des lois élaborées conformément aux normes internationales ont été adoptées et des programmes nationaux ont été conçus pour restaurer et préserver la nature. Conscient de l'importance des actions communes, l'Azerbaïdjan a adhéré à toutes les conventions internationales sur la protection de l'environnement qui l'intéressent.

La plus grande attention a été accordée à l'état du milieu aquatique de la mer Caspienne. La production intensive de pétrole et de gaz sur le plateau continental



a conduit, à la fin du siècle dernier, à un profond problème de la pollution de la mer Caspienne et une disparition inquiétante de nombreuses espèces biologiques. Pour résoudre cette anomalie, l'Azerbaïdjan a adopté un programme d'État visant à assurer la sécurité environnementale de la mer Caspienne. Des équipements ont été installés sur les plates-formes de production pétrolière offshore pour prévenir en urgence des marées noires, le déversement de déchets industriels dans la mer a été interdit et la pêche d'espèces de poissons rares prohibée. Et en 2003, à Téhéran, l'Azerbaïdjan, l'Iran, la Russie, le Kazakhstan et le Turkménistan ont conclu la « Convention-cadre pour la protection du milieu marin de la mer Caspienne ». Ce document vise non seulement à protéger l'environnement caspien des sources possibles de pollution, mais également à préserver, restaurer et sauvegarder l'environnement marin de la mer Caspienne.





Le pays a commencé activement la conception et la construction de centrales électriques utilisant des sources d'énergie renouvelables. Une centrale solaire d'une capacité de 445 MW sera construite au sud-est de l'Azerbaïdjan dans la région de Bilasuvar, une autre d'une capacité de 315 MW apparaîtra au sud du pays dans la région de Neftchala et une centrale éolienne d'une capacité de 240 MW sera aménagée sur la péninsule d'Absheron, et, en limite des régions d'Absheron et de Garadagh, la centrale éolienne Khizi-Absheron d'une capacité 240 MW entrera en service en 2025. Certaines régions, à l'instar du Karabakh, du Zanguezour oriental et de la République autonome du Nakhitchevan, ont été déclarées *zone d'énergie verte*.

Le 14 février 2021, le chef de l'État a inauguré la première centrale hydroélectrique sur la rivière Hakari (d'une capacité de 8 MW) sur un territoire libéré de l'occupation arménienne. Une kyrielle de centrales hydroélectriques d'une capacité totale de 226 MW y fonctionnent déjà. Deux puissantes centrales hydroélectriques, de Khudaferin et de Giz Galasy, qui sont en cours de construction sur l'Araks en collaboration avec la République islamique d'Iran, auront le plus grand potentiel. La partie azerbaïdjanaise aura une

capacité de production de 140 MW. D'ici 2027, la part des sources renouvelables dans le secteur énergétique de la République d'Azerbaïdjan passera de 17 % (2020) à 33 %.

Un exemple illustratif de reconstruction environnementale à grande échelle est celui de la Ville noire, un quartier de Bakou dans lequel étaient concentrées les entreprises de l'industrie pétrochimique. Le début des travaux sur le projet de la Ville blanche de Bakou a été donné par décret du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev. Le 24 décembre 2011, la cérémonie d'inauguration de la Ville Blanche a eu lieu à Bakou.

Le chantier est programmé sur une vaste superficie de 1 650 hectares. Après son achèvement, le nouveau quartier de la capitale devrait accueillir 280 000 habitants. Cependant, avant de commencer la construction, il a fallu démanteler toutes les entreprises industrielles, éliminer les ordures et les déchets industriels, enlever la couche de sol imbibée de pétrole, la neutraliser et apporter des centaines de tonnes de terre fertile.

Au début de la troisième décennie de ce siècle, la plupart des quartiers de la Ville Blanche seront construits. Le président de la République d'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, avait parfaitement raison de dire : « *La liquidation*



de la Ville noire et la création à sa place d'une Ville blanche respectueuse de l'environnement est notre prochaine réalisation historique.»

Le nouveau visage du Karabakh

Parmi les problèmes environnementaux que l'Azerbaïdjan doit résoudre, la priorité porte sur les conséquences de l'occupation par l'Arménie du Karabakh et du Zanguezour oriental. Même si la guerre patriotique a pris fin depuis quatre ans, un retour massif des Azerbaïdjanais chez eux reste impossible. De vastes étendues de cette région autrefois florissante ont été transformées en un désert sans vie. Les occupants ont détruit des maisons et des villes entières, disloqué des écoles et des hôpitaux, endommagé les routes, démantelé et exporté en Arménie des usines et des équipements, abattu des forêts, mutilé des mémoriaux et des mausolées, saccagé des palais, des temples, des mosquées. Les terres du Karabakh et du Zanguezour oriental n'ont pas seulement été dévastées, elles sont devenues funestes pour ceux qui voulaient revenir chez eux. Les occupants ont installé environ 1,5 million de mines.

Les constructeurs, faisant des routes et posant des lignes électriques et des conduites d'eau, ont suivi les démineurs qui leur ont ouvert des passages à travers les champs de mines. Des autoroutes sont déployées,

kilomètre après kilomètre, des ponts enjambent les rivières et les montagnes sont percées de tunnels. Au total, 39 tunnels et 90 nouveaux ponts devraient voir le jour au Karabakh et au Zanguezour oriental. Beaucoup d'entre eux sont déjà opérationnels. 3 138,5 km de routes seront construits sur le territoire libéré.

La région avait cruellement besoin d'électricité. L'engagement a été pris sur l'énergie hydroélectrique. « *La région du Karabakh deviendra un exemple pour le monde entier en tant que zone d'énergie verte* », a promis le président de la République d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev. Fin 2022, la région était totalement approvisionnée en électricité.

À terme, la région sera servie par quatre aéroports internationaux. Les deux déjà en activité, *Fizuli* et *Zanguilan*, seront rejoints par un troisième, *Latchine*, dont l'ouverture est prévue en 2025, et enfin celui de *Khodjaly*.

Suite à la création d'infrastructures, la restauration urbaine a commencé. En fait, il n'y avait plus de villes. Fin mai 2021, à Aghdam, que les journalistes ont surnommé *l'Hiroshima du 21e siècle*, les fondations du premier immeuble résidentiel à plusieurs étages et d'une école pouvant accueillir 960 élèves ont été posées. Et les travaux ont commencé dans d'autres villes. Quelques mois plus tard, des quartiers entiers de logements



étaient déjà achevés dans tout le Karabakh, des parcs et des places étaient aménagés, des hôtels et des centres commerciaux, des musées et des galeries d'art étaient érigés et des sites pour de futures entreprises industrielles étaient délimités.

C'est en adhérant strictement aux normes environnementales que la renaissance de l'agriculture a commencé avec le projet pilote de construction du village d'Agali-II dans la région de Zangilan. Pour 900 habitants, 200 cottages individuels, une école, un jardin d'enfants et un centre médical ont d'ores et déjà été bâtis. L'*agriculture intelligente* devrait être assurée par des stations climatiques, surveillant non seulement les conditions météorologiques, mais également l'état de santé des cultures, ainsi que par des systèmes qui réagissent à l'apparition d'insectes nuisibles. L'irrigation des champs devrait être régulée par l'intelligence artificielle.

La mise en œuvre réussie d'Agali-II a permis de lancer un programme de réalisation de nombreux « villages intelligents ». Aujourd'hui, ils sont en construction

dans tout le Karabakh et au Zanguezour oriental. Parallèlement, des unités de productions industrielles et agricoles, et de petites centrales hydroélectriques et solaires sont construites. Ces dernières vont fournir de l'« énergie verte » aux villages et aux entreprises.

Une question de grande importance est la restauration des infrastructures d'irrigation dans les territoires libérés. Dès 2021, des travaux de réparation à grande échelle ont commencé sur neuf réservoirs. Le plus grand d'entre eux, Hakaritchay, se situe dans la région de Latchine. Sa capacité, de 90 millions de m³, fournira 7 régions en eau potable d'excellente qualité.

Ressources vertes

L'Azerbaïdjan, en raison de ses caractéristiques géographiques, possède un énorme potentiel naturel. Il dispose de 9 des 11 principaux types climatiques présents sur notre planète. De plus, il compte une grande majorité de plantes communes du Caucase. Il s'agit d'environ 4 500 essences, dont quelque 240 sont endémiques. Et,



la faune du pays ne compte pas moins de 25 000 espèces.

Il existe jusqu'à deux cents groupes de sources d'eaux minérales dans le pays, dont beaucoup sont supérieures en qualité et en composition chimique aux eaux de certaines célèbres stations balnéaires étrangères.

Préservation et restauration de la diversité biologique des espèces, développement de l'écotourisme, développement d'une attitude respectueuse envers la nature, activités de recherches dynamiques sur les territoires des complexes naturels uniques du pays, tels sont les principaux objectifs du système de zones de protection de l'environnement créé en Azerbaïdjan. Leurs activités sont réglementées par les lois « Sur la faune sauvage » et « Sur la protection de l'environnement » adoptées en 1999.

La liste des zones naturelles spécialement protégées de la République d'Azerbaïdjan comprend 10 parcs nationaux, 10 réserves d'État naturelles, 24 parcs naturels et 44 monuments naturels. En outre, 37 sites géologiques et paléontologiques et 15 000 hectares de zones forestières endémiques ont été identifiés. La superficie totale des terres spécialement protégées est de 893 000

hectares. De plus, le territoire des réserves naturelles augmente d'année en année.

L'Azerbaïdjan fait partie, à juste titre, des pays où la préservation des ressources naturelles est une question d'importance nationale. Immédiatement après la libération, le Président Aliyev s'est donné pour mission de redonner vie aux forêts abattues par l'occupant. La première étape vers la résolution de ce problème a été la création, dans la région de Jabrayil, d'un complexe comprenant le Centre international de formation forestière azerbaïdjano-turc, la Pépinière intelligente et la Forêt de l'amitié. Le projet a démarré en octobre 2022. Chaque année, 2 millions de plants y seront cultivés pour établir des forêts. Parallèlement, la région a commencé à être repeuplée d'animaux sauvages et d'oiseaux provenant des parcs nationaux d'Azerbaïdjan. Au cours des années 2022 et 2023, des dizaines de gazelles, de chèvres à bezoard, de chèvres du Caucase oriental et de cerfs ont été réintroduites. Des alevins de diverses espèces de poissons ont été relâchés dans les rivières et dans les lacs.

Seulement ensemble !

Chaque nation choisit sa propre voie, mais tous ces chemins vont dans la même direction, vers des objectifs



qui, en fin de compte, sont les mêmes pour tous : la paix, le progrès, la liberté et la prospérité. Cependant, le paradoxe est qu'ils ne peuvent être réalisés qu'ensemble. Même si nous résidons sur des continents différents, nous restons très dépendants les uns des autres.

Et plus encore, unir nos forces est nécessaire alors que le monde est si proche d'une catastrophe planétaire à laquelle le changement climatique conduira inévitablement. Ce n'est pas un hasard si l'Agence météorologique des Nations Unies (BMO) souligne que l'absence de mesures décisives pour lutter contre le réchauffement climatique a conduit à de nouveaux records de température.

On ne peut pas dire que la situation actuelle n'inquiète pas les principales organisations internationales, les gouvernements et le public. Les premières mesures visant à résoudre la question de la stabilisation du climat de la planète ont été franchies. La plupart des pays industrialisés ont pris des mesures les obligeant à réduire les émissions de substances nocives dans l'atmosphère, et nous devons les saluer, car ils essaient de s'acquitter de leur mission. L'année dernière, le Fonds pour les pertes et dommages a été lancé pour aider à indemniser les pays les plus vulnérables pour les dommages causés par le changement climatique. La question de la transition vers des sources d'énergies moins nocives pour l'environnement est abordée. Une législation environnementale plus stricte est en cours.

L'Azerbaïdjan a rejoint ce groupe de travail, même si, en tant que pays producteur de pétrole, la restructuration de l'économie pour se conformer aux nouvelles normes environnementales soit associée à de graves pertes économiques. Conscient de sa responsabilité

envers les générations futures, l'Azerbaïdjan investit très massivement dans des systèmes de surveillance et de protection des ressources naturelles, dans la conservation et la restauration de la diversité biologique des espèces animales, la reconstitution des forêts, l'augmentation des connaissances environnementales de la population et met en œuvre un programme performant de création *d'énergie verte*. En outre, les dirigeants de la République d'Azerbaïdjan envisagent de commencer à exporter cette énergie verte vers d'autres pays dans un avenir proche.

Sans aucun doute, ces plans se réaliseront. Ce n'est pas un hasard si la Commission européenne a qualifié l'Azerbaïdjan de *partenaire fiable* et que, lors de la conférence sur le climat tenue à Dubaï en 2023, Bakou a été choisie comme hôte de la COP 29.

Son exemple confirme, une fois de plus, l'idée selon laquelle, la solution à tout problème, à grande échelle et importante pour l'ensemble de la communauté internationale, commence par la volonté politique des dirigeants, étant entendu qu'aujourd'hui, le sort de la planète dépend de la volonté de chacun de travailler ensemble non seulement pour préserver la Terre, mais aussi la rendre encore plus belle. 🌱

